

Un grand coup

De toute évidence, c'est un grand coup que vient de porter Philippe Couillard en dévoilant un vaste plan d'action pour remettre sur les rails le système de santé en Outaouais. Quarante millions\$ de plus en budget récurrent, une série d'initiatives administratives pour déboucher les goulots d'étranglement, l'accélération de diverses constructions mais surtout la reconnaissance d'un statut particulier pour la région.



Pierre
Jury

pjerry@ledroit.com

Éditorialiste

Ce grand coup, c'est un peu ce que les gens espéraient... en 2003, lors de l'élection d'un gouvernement libéral. Il aura fallu du temps et il restera malgré tout un peu de frustration dans le cœur des gens car cela fait au moins deux grosses années que les cris d'alarme fusent de l'Outaouais, que les cinq députés libéraux passent le message à Québec, que les pistes de solutions des gens de confiance du ministère (comme Jean-Pierre Chicoine) sont explorées, que les têtes tombent... et que les malades s'impatientent, souffrant à l'urgence ou à la maison.

Personne ne se réjouit du temps qu'il a fallu pour en arriver là. Pas même le ministre, dont le ton sincère n'a pas vacillé pendant toute sa présence à Gatineau. (Si des libéraux souhaitent qu'il succède un jour à Jean Charest, il faudrait que M. Couillard commence à annoncer de bonnes nouvelles en santé à un moment donné, et pas juste de nouvelles mesures...)

Ces années à attendre furent un parcours obligé, croit le ministre Couillard, pour constater l'ampleur du problème, valider les solutions, choisir les plus appropriées et s'assurer du budget.

Le statut particulier de l'Outaouais, voilà vraiment la clef de l'opération menée par le gouvernement libéral, hier. Mais l'argument ne fonctionnera pas longtemps. Déjà, le ministre s'attendait à recevoir dès aujourd'hui des appels d'autres régions du Québec qui soutiendront que leur système de santé, pour une série d'autres raisons toutes aussi valables que celles en Outaouais, mérite aussi un statut particulier. Elles auront raison et le ministère, pour des raisons politiques diverses, pliera sur une mesure pour une région, sur une autre mesure pour une autre région, etc. Cela prendra trois ou quatre ans, peut-être moins, avant que l'avantage du statut particulier ne s'estompe.

DU TEMPS

Par ailleurs, l'État a beau mettre beaucoup d'argent sur la table et mettre un long train de mesures en place, il n'y aura pas d'améliorations immédiates du service aux malades. Au mieux, les bonifications salariales devraient permettre à l'Outaouais d'éviter les « ruptures de service » à l'urgence au cours de l'été. Mais un horizon automnal avant d'inverser les tendances est plus réaliste: pour rompre le cercle vicieux des infirmières qui quittent pour l'autonomie qu'offrent les agences privées de soins de santé, pour que les salaires différenciés regarnissent les rangs infirmiers de l'urgence et des soins intensifs, pour que de nouveaux médecins soient recrutés, etc.

Tout ça, le ministre en est totalement avisé et c'est pourquoi il a hésité à avancer un échéancier. À peine s'est-il limité à passer le message que d'ici la fin de 2007, il espère voir les indicateurs de santé changer de direction: temps d'attente réduits, efforts de recrutement, ouverture de nouveaux lits, etc.

Tout ce train de mesures, c'est beaucoup d'information hermétique et technique pour le citoyen. Les dollars, il connaît. Pour le reste, il fait confiance car il n'a pas le choix.

Mais ce n'est pas la première fois que l'on annonce des investissements en santé pour l'Outaouais: la population n'en a pas encore vu les bienfaits et commence à perdre patience. Ça ne s'est pas trop aperçu lors de l'élection du 26 mars dernier, mais si l'humeur des gens continue dans le même sens, la voix unanime des cinq libéraux en Outaouais pourrait être divisée. Car il y a aussi beaucoup de ça dans l'annonce de Philippe Couillard, un parfum de politique pour rassurer le citoyen. Roch Cholette, Charlotte L'Écuyer, Norm MacMillan, Benoit Pelletier et la recrue Stéphanie Vallée étaient tous là, hier, au dévoilement du plan d'action car ils ont tout autant à gagner, ou à perdre, selon que les mesures de M. Couillard tiendront la route ou non.